

Femmes ET pouvoir

Le pouvoir ne doit pas être en soi un objet de convoitise. Il est cependant une clef incontournable pour changer les choses. En ce sens, il se doit d'être recherché et exercé par des femmes parce que la société tout entière en bénéficie.

Claudette Carboneau

Dès le début de notre mandat, nous avons été interpellées par la place qu'occupent les femmes au sein de notre fédération... Nous avons une perception intuitive : bien qu'elles représentent 50 % des membres, leur présence ne correspondait pas à une telle proportion dans les différents « lieux de pouvoir » : exécutifs locaux, regroupements et conseil fédéral. Nous avons donc voulu vérifier, mais surtout amorcer une réflexion sur la réalité du pouvoir au féminin à la FNEEQ et ailleurs. Pour ce faire, la tenue d'un colloque nous est vite apparue une nécessité, à la fois pour faire un bilan, mais également pour imaginer les moyens par lesquels nous pourrions amener davantage de femmes à la direction de nos organisations syndicales. C'est ainsi que le colloque *Femmes et pouvoir : une place à prendre* s'est tenu les 29 et 30 mai dernier.

Par les membres du Comité femmes de la FNEEQ-CSN

Nicole Blouin, Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval (SCCCUL), Carole Morache, Syndicat des enseignantes et des enseignants du collège Montmorency et Caroline Senneville, secrétaire générale.

Nous avons souhaité donner d'abord la parole à des femmes remarquables qui, chacune à leur façon, ont exercé ou exercent le pouvoir dans des lieux diversifiés. Avec cette publication, nous voulons laisser une trace de la richesse et de la pertinence des échanges.

Or, s'il est un constat qui est ressorti de nos débats, c'est que, dans les faits, nous n'atteignons pas la réelle égalité. N'y a-t-il pas là une direction claire quant aux actions à entreprendre tant dans nos syndicats locaux qu'au sein de notre fédération ?

...une place à prendre !

La compilation et l'analyse de données disponibles à la FNEEQ nous ont amené à faire un portrait de la représentation des femmes dans nos diverses instances. Les femmes comptent pour 50 % de nos membres. Au sein des exécutifs locaux, elles



PHOTO : CLÉMENT ALLARD

sont présentes à un niveau de 40 %. Toutefois, selon les postes occupés, leur représentation varie de 33 % à la présidence à 52 % au secrétariat. Du côté des instances fédérales, la présence des femmes fluctue entre 30 % à 40 %, sans jamais dépasser ce plafond.

Dans le prolongement des discussions, le conseil fédéral du 30 mai a adopté la recommandation suivante pour relever le défi du thème du colloque :

- la consignation aux procès-verbaux du pourcentage d'hommes et de femmes participant aux instances de la fédération ;

- l'élaboration d'outils de recensement quant à la participation des femmes aux instances et divers comités syndicaux, d'un plan d'action et de communication pour soutenir les syndicats affiliés ;
- l'organisation d'une session de formation pour les militantes sur l'importance de leur participation à toutes les instances syndicales décisionnelles.

Le colloque devait permettre de renouveler les mesures à prendre pour que la FNEEQ, dans ses propres rangs, incite et soutienne la participation des femmes. On trouvera les recommandations sur le site de la FNEEQ.



Un apport irremplaçable à la démocratie

Claudette Carbonneau, première femme présidente d'une centrale syndicale multisectorielle au Québec et au Canada, nous a fait l'honneur d'ouvrir le colloque de la FNEEQ. Dans une allocution percutante, elle constate : bien que beaucoup de chemin ait été parcouru dans les quarante dernières années, l'égalité de fait, elle, tarde encore. « Il existe toujours des plafonds de verre à faire voler en éclat, qui tiennent aussi bien à l'éducation, aux mentalités et aux façons de voir des femmes comme des hommes, qui ont tous deux été trop longtemps modelés par une division des rôles sur la

base du sexe », rappelle-t-elle en s'appuyant sur des statistiques fort évocatrices sur la place des femmes dans les lieux de pouvoirs tant politiques, administratifs que syndicaux.

Soulignant l'importance d'inviter les femmes à se porter candidates, elle précise que : « c'est notre responsabilité collective d'assurer une relève, cette préoccupation de prendre la peine de recenser les candidatures féminines potentielles est absolument essentielle ».

En s'adressant aux enseignantes et aux enseignants présents, elle a ajouté que nous avons aussi un rôle à jouer afin d'encourager les filles et les femmes à prendre leur place. « Vous êtes présents dans leur vie de

façon privilégiée quand vient le temps pour toutes ces étudiantes de faire leur choix de carrière et plus globalement de concevoir la place et les espaces qu'elles ont à occuper dans la société ».

Elle a souligné que les conditions de militantisme ont passablement changé favorisant ainsi la présence des femmes dans les syndicats avant de prendre goût à une implication plus large. L'expérience des femmes, leur trajectoire propre et leur parcours de vie bien spécifique peuvent être un puissant levier de changement. Elle rappelle finalement qu'il s'agit « d'une question de justice pour les femmes elles-mêmes, mais surtout d'un apport irremplaçable à la démocratie et à la qualité de la vie citoyenne ».

Hausser le nombre de travailleuses et de militantes à la CSN-Construction

Alors qu'elle était éducatrice en milieu familial, Lucie Teixeira a vite compris que ce travail ne lui convenait pas. « J'avais beaucoup de plaisir à manipuler les camions Tonka dans le carré de sable ». Et comme elle avait auparavant travaillé dans l'aménagement paysager avec son père, elle connaissait bien les préjugés envers les femmes dans des milieux majoritairement masculins. Ce qui ne l'a pas empêché d'obtenir un diplôme de formation professionnelle comme opérateur de pelle mécanique.

Récipiendaire de nombreux prix, dont « Chapeau les filles! », elle croyait que cela faciliterait son entrée sur le marché du travail. Malgré sa détermination, le défi a été beaucoup plus grand que ce qu'elle avait imaginé. « J'ai foncé et à tous les jours, j'ai eu des barrières, mais en 2003, j'ai eu mon premier travail comme opérateur de pelle... en démolition! ».



PHOTO : FRANCE DESAULNIERS

Depuis, elle se promène de chantier en chantier tout en conciliant famille et travail. Devenue militante à la CSN-Construction, elle s'est impliquée, entre autres, dans la campagne de syndicalisation au cours de laquelle elle a réussi à recruter 26 femmes qui ont adhéré à la CSN.

Au congrès de 2006, élue secrétaire générale, elle devient la première femme à occuper de telles fonctions dans l'industrie de la construction. Également responsable du dossier des femmes, elle s'est donné un défi : en 2009, hausser le nombre de travailleuses et militantes à la CSN-Construction.

Agir avec respect envers les femmes au quotidien

Alain Mailhot, président de la CSN-Construction et panéliste au colloque, mentionne qu'actuellement les femmes représentent 1,5% de l'ensemble des effectifs dans ce secteur. Une seule occupe un poste de pouvoir dans les syndicats, il s'agit de Lucie Teixeira, première femme à faire partie de l'exécutif d'un syndicat de la construction.

Il mentionne que depuis l'arrivée de Lucie Teixeira comme secrétaire générale, quatre femmes siègent sur des exécutifs régionaux. Alain Mailhot, en constatant que les jeunes qui sortent des écoles sont de plus en plus sensibilisés au respect envers les femmes, tient à préciser que la CSN-Construction insiste pour que les militants et les salariés agissent avec respect envers les femmes au quotidien.



Il faut nous serrer les coudes, être moins sévères envers nous

À l'aide d'images tirées de l'actualité et des médias, Éleine Hémond, directrice déléguée du Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD) au Centre de développement femmes et gouvernance, a fait ressortir à quel point la présence des hommes est prépondérante dans les divers lieux de pouvoirs. En 2007, il y avait seulement 32 députées à l'Assemblée nationale (25,6%), et 65 à la Chambre des communes (20,6%). Dans les municipalités du Québec, on retrouvait des femmes dans des proportions de 27% au poste de conseillère et seulement 13% à celui de mairesse. Une réelle démocratie ne peut être possible quand si peu de femmes sont là où se prennent les décisions.

C'est en réaction à de tels constats que le GFPD est né, il y a dix ans. Depuis 2004, 118 femmes ont été accueillies dans le cadre des écoles Femmes et Démocratie. Par la suite, 70 d'entre elles se sont présentées à une élection ou à une investiture. Il s'agit d'accélérer l'histoire en formant et en accompagnant des femmes susceptibles de s'engager dans différents niveaux décisionnels publics et privés.

Éleine Hémond constate que pour ces femmes, la partie n'est pas toujours facile : « Il faut nous serrer les coudes, être moins sévères envers nous-mêmes et nos compagnes qui osent foncer et développer des stratégies d'influence qui ne sont pas nécessairement calquées sur celles de nos compagnons ».



PHOTO : CLÉMENT ALLARD

Assurer la relève féminine dans le monde syndical, féministe ou politique

Pour mieux situer l'opinion des jeunes femmes, Geneviève Baril, étudiante en maîtrise à l'UQAM, ex-vice-présidente du Conseil permanent de la jeunesse et ex-présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, nous a présenté les résultats d'un Vox Pop qu'elle a mené auprès de 48 d'entre elles, participantes à l'école d'été 2007 de l'Institut du Nouveau Monde. Conscientes de la chose publique, elles partagent des valeurs sociales-démocrates : 83% d'entre elles sont actuellement engagées dans divers milieux au Québec.

Ainsi, 73% d'entre elles affirment devoir faire face à des obstacles spécifiques aux femmes, les sté-

réotypes, le sexisme et le harcèlement... Elles font allusion au fameux *Boy's Club* et au plafond de verre. La conception différente du pouvoir, la



PHOTO : CLÉMENT ALLARD

maternité, la conciliation famille-travail, sont également soulevées tout comme le manque de confiance en soi, le peu de solidarité entre les femmes et la rareté des modèles féminins.

Toutefois, pour Geneviève Baril, de bonnes nouvelles ressortent : les valeurs des jeunes femmes interrogées sont compatibles avec celles du mouvement syndical ou féministe : plus des trois-quarts ont une bonne perception du féminisme et la moitié se dit prête à s'engager dans l'un ou l'autre mouvement. Par ailleurs, elle constate un certain fossé générationnel sur la compréhension du concept de féminisme. D'où l'importance d'un rapprochement avec les jeunes femmes et la mise en place d'actions pour assurer la relève féminine dans le monde syndical, féministe ou politique.



Tenez-vous debout et n'ayez pas peur !

Pour Claire L'Heureux-Dubé, juge à la retraite à la Cour suprême du Canada, le pouvoir des femmes commence très tôt, au berceau, avec les valeurs d'intégrité, de travail, de recherche d'excellence de nos mères. «Ma définition de féministe, c'est la notion extraordinaire que les femmes sont des personnes, qu'elles ont le droit d'être traitées avec respect, considération et dignité comme tout autre membre de la société».



PHOTO : CLÉMENT ALLARD

En évoquant ses études et son travail en droit, elle affirme : «Je me suis battue!» En début de carrière, en 1952, elle s'est rendu compte que les femmes n'étaient pas conscientes de l'importance de la législation pour faire avancer leur cause. Thérèse Casgrain et elle mèneront de nombreuses batailles.

«On a surtout travaillé pour que la législation soit conforme aux valeurs qu'on croyait importantes. Ainsi, tranquillement, cela a changé l'environnement. Quand on a du pouvoir, il faut l'exercer, il ne faut pas avoir peur».

«Je n'ai pas eu peur d'être dissidente non plus» a-t-elle dit en parlant de sa carrière comme juge. «La loi se fait par interprétation, une charte présente des grands principes : l'égalité. Mais il faut dire ce que ça veut dire l'égalité dans les cas concrets. Il faut être capable de se tenir debout envers et contre tous, et dire ce qu'on croit être la justice».

Depuis qu'elle est à la retraite, Claire L'Heureux-Dubé continue de se battre

particulièrement contre la violence faite aux femmes en faisant de l'éducation judiciaire à travers le monde. «Le message que je vous laisse : tenez-vous debout et n'ayez pas peur!»

Nous avons réussi à vivre un féminisme qui est ouvert véritablement à nos compagnons

Lise Payette a dit avoir reçu comme une grande nouvelle la formation du Conseil des ministres québécois composé de femmes à 50%. Elle constate qu'il y a un pas de fait quant à la place des femmes en politique, mais souligne la nécessité d'être extrêmement prudentes, car les acquis sont d'une fragilité incroyable.

Elle pense aussi que les femmes ont du pouvoir depuis le berceau, mais un pouvoir qui fait peur aux hommes d'ailleurs. C'est pour ça qu'ils nous craignent tellement. Elle s'est dite inquiète en expliquant qu'il était tentant pour nos filles de recourir au pouvoir de la séductrice : «celle qui va réussir à avoir en quelques heures en déboutonnant un bouton ce qu'on travaille des mois pour obtenir». Elle ajoute : «Quand nos filles répondent qu'elles ne sont pas féministes ou qu'elles le sont «mais», c'est de ça dont elles parlent. Parce que des hommes ont réussi à faire croire aux femmes qu'être féministe signifie être laide, être inintéressante pour un homme comme amoureuse. Ils ont réussi à semer le doute dans cette nécessaire séduction dans le couple.

C'est ce qui fait que nos filles sont rebutées par la proposition que nous leur faisons craignant de perdre cet accès à l'amour, au compagnonnage que toutes les femmes recherchent malgré le fait qu'elles soient et féministes et indépendantes».

Elle a lancé un appel à encourager nos filles à se tenir debout et à découvrir le féminisme comme nous l'avons bâti au Québec : «Nous avons réussi à vivre un féminisme qui est ouvert véritablement à nos compagnons ».

Un bon comté où on peut se faire élire, c'est difficile

Le premier lieu où Francine Lalonde a eu du pouvoir, c'est à la FNEEQ alors qu'elle en fut la présidente pendant une dizaine d'années. Un pouvoir qu'elle a exercé dans d'autres lieux à la CSN, puis en politique.

Après avoir occupé le poste de ministre déléguée à la Condition féminine, elle a décidé de se présenter pour le Parti Québécois, trois fois, sans être élue. Le porte-à-porte qu'elle a fait alors a renforcé sa conviction qu'elle voulait faire de la politique pour la souveraineté du Québec et pour apporter des changements sociaux.

Elle a dû se battre : «Pour les femmes, dans les partis politiques, avoir un bon comté, un comté où on peut se faire élire, c'est difficile. Ces comtés-là sont la chasse gardée des gars». Avec le Bloc Québécois, elle a réussi à se faire élire dans le comté de la Pointe-de-l'Île qu'elle représente encore aujourd'hui.

«Les femmes apportent aux partis politiques quelque chose qui leur manquerait terriblement autrement», soutient-elle en précisant que c'est pour cela que les partis devraient faire en sorte que la moitié des députés soient des femmes.

Francine Lalonde a mené une action syndicale et politique avec trois enfants et en vivant une insécurité personnelle en se demandant constamment si elle faisait le bon choix. «Parfois quand je discute avec eux, je me dis que peut-être que si c'était à recommencer, j'essaierais d'être plus souvent chez nous». ♦

Cette publication est imprimée sur du papier québécois fait à 100% de fibres recyclées postconsommation, provenant de la forêt urbaine, soit le recyclage en entreprise. Nous épargnons ainsi la coupe de plus de 7 arbres. Notre forêt nous tient à cœur.

